GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES

ABONNEMENT

PARIS ET LES DÉPARTEMENTS

Un an, 72 fr.

Six mois, 36 fr. — Trois mois, 18 fr.

ÉTRANGER :

Le port en sus, pour les pays sans échange postal.

BUREAUX

2, RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2,

au coin du quai de l'Horloge à Paris.

(Les lettres doivent être affranchies.)

Sommaire

Tribunal des Conflits : Action contre l'Etat; 1^o indemnité réclamée pour l'occupation d'une propriété privée par des troupes; compétence de l'autorité judiciaire; 2^o dommages-intérêts pour dégâts et détournements; compétence de l'autorité administrative.

Justice civile. — Cour de cassation (ch. des requêtes) : Bulletin : Actes administratifs; interprétation; motifs implicites. — Prescription; fruits; possession précaire. — Impôt du timbre; titres provisoires d'actions ou obligations converties. — Impôt du timbre; titres provisoires d'actions ou d'obligations nouvellement créées. — Cour d'appel de Paris (1^{re} ch.) : Demande en séparation de corps; mesures provisoires. — Cour d'appel de Paris (3^e ch.) : Propriétés dévastées par l'ennemi; demande en réduction du prix du loyer et en réparation des lieux loués formée par locataire contre propriétaire; défense, au fond, tirée de l'abandon des lieux par le locataire, et des stipulations du bail mettant l'entretien et les réparations de toute nature à la charge du locataire; rejet de ces moyens au principal; renvoi à expertise à fin de distinction à faire, dans l'état des lieux, entre les dégâts résultant de l'invasion et les dégradations pouvant provenir de causes antérieures à la présence de l'ennemi et reprochables au locataire.

Justice criminelle. — Cour d'assises de la Lozère : Liberté provisoire; arrêt de mise en accusation; limite extrême. — Cour d'assises de Saône-et-Loire : Meurtre d'un gendarme par un chasseur. — Tribunal correctionnel de Paris (8^e ch.) : Travail des enfants dans les fabriques; contravention à la loi du 22 mars 1841; règle en matière de cumul de peines pouvant résulter du nombre des enfants.

CHRONIQUE.

TRIBUNAL DES CONFLITS.

Présidence de M. Dufaure, garde des sceaux.

Séance du 8 février.

ACTION CONTRE L'ÉTAT. — 1^o INDEMNITÉ RÉCLAMÉE POUR L'OCCUPATION D'UNE PROPRIÉTÉ PRIVÉE PAR DES TROUPES. — COMPÉTENCE DE L'AUTORITÉ JUDICIAIRE. — 2^o DOMMAGES-INTÉRÊTS POUR DÉGÂTS ET DÉTOURNEMENTS. — COMPÉTENCE DE L'AUTORITÉ ADMINISTRATIVE.

I. Les Tribunaux civils sont compétents pour régler l'indemnité due au propriétaire dont l'immeuble a été occupé par des troupes, alors même que le préfet a excédé ses pouvoirs en ordonnant cette occupation sans observer les formalités prescrites par la loi du 10 juillet 1791.
II. Ils sont également compétents depuis l'abrogation de l'article 75 de la Constitution de l'an VIII, pour statuer sur la demande en dommages-intérêts formée par le propriétaire contre le préfet, à raison des dégâts et des détournements auxquels a donné lieu ladite occupation.
III. Mais ils sont incompétents pour prononcer sur l'action en responsabilité dirigée contre l'Etat sous ce dernier rapport, soit par le propriétaire directement, soit par la commune et par le préfet récursoirement.

(Affaire des frères des Ecoles chrétiennes contre la commune de Caluire (Rhône). M. Challemel-Lacour, ancien préfet, et l'Etat.)

Telles sont les solutions consacrées par le Tribunal des conflits. La troisième est la plus importante en ce qu'elle fixe la jurisprudence sur une question qui, depuis longtemps, préoccupait les Tribunaux et les jurisconsultes, celle de savoir à quelle autorité il appartient de déclarer l'Etat débiteur. A la suite d'une délibération qui a été très longue, le Tribunal, comme on va le voir, a maintenu la jurisprudence de l'ancien Conseil d'Etat, en se prononçant dans le sens de la compétence administrative.

Voici le texte de sa décision :

« Le Tribunal des conflits,
« Vu l'arrêt en date du 9 juillet 1872, par lequel le préfet du département du Rhône a élevé le conflit d'attributions dans une instance pendante devant le Tribunal civil de Lyon, entre les sieurs Dugave et Bransiet, la commune ou les habitants de Caluire, le sieur Vassel et seize conseillers municipaux de ladite commune, le sieur Challemel-Lacour, ancien préfet du département du Rhône, le département du Rhône et l'Etat français;
« Vu l'exploit introductif d'instance par lequel les sieurs Dugave et Bransiet, ce dernier agissant tant en son nom que comme supérieur général de l'institut des frères des écoles chrétiennes, ont fait assigner, devant le Tribunal civil de Lyon, la commune ou les habitants de Caluire, le sieur Vassel, maire, seize conseillers municipaux, le sieur Challemel-Lacour, le département du Rhône et l'Etat, pour :

« Attendu notamment que, par délibérations en date des 27 et 28 septembre 1870, visées et approuvées par Challemel-Lacour, préfet du département du Rhône et suivies d'exécution, le sieur Vassel, maire provisoire de Caluire et seize conseillers municipaux ont déclaré l'établissement appartenant aux sieurs Dugave et Bransiet et ses dépendances, propriété communale; que trois délégués du conseil municipal, accompagnés d'un piquet de gardes nationaux et d'une bande de gens sans armes se sont emparés de leurs immeubles et les en ont expulsés ainsi que les frères, les novices, les vieillards et les infirmes qui l'habitaient; que seulement dix jours après cette prise de possession, le maire de Caluire a fait dresser un inventaire des provisions et autres objets mobiliers qui se trouvaient dans l'établissement; que, pendant ce délai, une partie plus ou moins importante de ces provisions ou de ces objets avait été consommée; gaspillée ou enlevée; que le 10 octobre 1870 le maire de Caluire fit annoncer par affiches que les provisions et autres objets qui se trouvaient dans l'ancien établissement des frères, déclaré propriété communale, seraient vendus aux enchères par le ministère d'un commissaire-priseur; que les sieurs Dugave et Bransiet appelèrent en référé devant le président du Tribunal civil de Lyon le maire de la commune de Caluire, et obtinrent, le 22 octobre, une ordonnance faisant défense à la commune de Caluire ou à Vassel, son maire, de procéder à la vente annoncée et à tous officiers publics d'y concourir; que néanmoins cette vente fut annoncée de nouveau le 29 octobre et qu'elle eut lieu les jours suivants, sans l'assistance d'aucun officier ministériel; que, du 28 septembre aux premiers jours de novembre 1870, de nombreuses dégradations furent commises par l'administration municipale, les gardes nationaux ou les habitants de la commune de

Caluire dans l'établissement des frères, qui, à partir de cette dernière époque, fut affecté, au moins en partie, par les ordres du préfet du Rhône, au casernement de différents corps de troupes; que le sieur Valentin, ayant été nommé préfet du département du Rhône, en remplacement du sieur Challemel-Lacour, prescrivit au maire de Caluire de restituer aux sieurs Dugave et Bransiet leur établissement et leurs terres qui avaient été affermées, mais que ces derniers ne furent réintégrés dans la complète possession de leurs biens qu'en exécution de deux ordonnances de référé, en date des 28 mars et 27 avril 1871, etc. etc...

« En conséquence, s'entendre condamner conjointement et solidairement à leur payer pour :

1 ^o Dégâts aux bâtiments,	6,055 f. 53 c.
2 ^o Dégâts du mobilier et provisions enlevées depuis l'inventaire,	53,763 61
3 ^o Objets mobiliers et provisions enlevés avant l'inventaire,	21,491 36
4 ^o Enlèvement des trousseaux des novices,	5,000 00
5 ^o Dégâts dans les clos et récoltes perdues,	5,113 00
6 ^o Frais de déplacement,	3,310 00
7 ^o Indemnité à raison de privation de la jouissance du bâtiment,	10,000 00

« Total, 104,734 53 »

« Vu les délibérations du conseil municipal de Caluire en date des 27 et 28 septembre 1870;

« Vu les conclusions en défense prises par la commune ou les habitants de Caluire, le sieur Vassel et autres, le sieur Challemel-Lacour et le département du Rhône, ensemble la requête en intervention de quatre-vingt-trois habitants de la commune de Caluire;

« Vu les demandes récursoires en dommages-intérêts et en responsabilité civile formées contre l'Etat par la commune de Caluire ou ses habitants, par les quatre-vingt-trois intervenants dans l'instance, par le sieur Vassel et les seize conseillers municipaux de Caluire et par le sieur Challemel-Lacour;

« Vu les conclusions prises par le préfet au nom de l'Etat et tendant à ce que le Tribunal se déclare incompétent;

« Vu le mémoire en déclinatoire présenté par le préfet du département du Rhône, le 6 avril 1872, à l'effet de revendiquer pour la juridiction administrative les instances engagées contre l'Etat;

« Vu le jugement rendu le 19 juin 1872, lequel :

1^o Condamne les habitants de Caluire, Vassel, maire, et les seize conseillers municipaux signataires des délibérations susvisées, et Challemel-Lacour, à payer à Dugave et Bransiet, savoir :

« Pour dégradations aux immeubles et enlèvement de valeurs mobilières, 91,424 fr. 53 c., ladite condamnation élevée au double, par application de la loi du 10 vendémiaire an IV, soit 182,849 f. 10 c.

« Pour indemnité de déplacement, 3,310 00

« Et pour la part de l'indemnité de privation de jouissance, à la charge

« des habitants de Caluire, 2,500 00

« Ensemble, 186,159 10

2^o Déclare non recevables les recours des parties

condamnées les unes contre les autres ou contre la commune de Caluire;

3^o Décide que le Tribunal de Lyon est compétent

pour statuer sur les demandes tant principales que récursoires en responsabilité civile formées contre l'Etat;

« Et ne renvoie devant la juridiction administrative

« que la partie des conclusions prises soit par la commune de Caluire, soit par le sieur Challemel-Lacour,

« en sa qualité de préfet du département du Rhône, à l'effet de faire décider, celui-ci qu'il avait agi dans la

« plénitude de ses pouvoirs, celle-là qu'elle avait obéi

« aux ordres de l'autorité préfectorale; »

« Vu la pièce, en date du 12 juillet 1872, par laquelle le Tribunal civil de Lyon donne acte au procureur de la République de la communication de l'arrêt de conflit ci-dessus visé et ordonne qu'il sera sursis à toute

procédure judiciaire;

« Vu les certificats constatant qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par les lois et règlements sur les conflits, les pièces ont été envoyées à la chancellerie le 13 août 1872 et y sont parvenues le lendemain 14;

« Vu les observations du ministre de l'intérieur en date du 5 novembre 1872;

« Vu la loi des 16-24 août 1790, titre II, article 13, et celle du 16 fructidor an III;

« Vu la loi du 10 juillet 1791, notamment les articles 8, 11, 37, 38 et le décret du 12 novembre 1870;

« Vu l'article 1384 du Code civil, l'article 545 du même Code et la loi du 3 mai 1841;

« Vu les ordonnances du 1^{er} juin 1828 et du 12 mars 1831, le règlement du 26 octobre 1849, la loi du 4 février 1850 et celle du 24 mai 1872, notamment les articles 25 à 28;

« OUI M. Groualle en son rapport;

« OUI M. Blanche, commissaire du Gouvernement, en ses conclusions;

« Considérant que le jugement du 19 juin 1872 a statué distinctement 1^o sur les demandes principales des propriétaires de l'établissement de Caluire; 2^o sur les actions récursoires formées à l'occasion de cette demande, et 3^o sur le déclinatoire présenté par le préfet du département du Rhône;

« Considérant, sur le premier point, que Dugave et Bransiet ayant formé, devant le Tribunal de Lyon, contre la commune de Caluire ou ses habitants, Vassel, maire, seize conseillers municipaux, Challemel-Lacour, le département du Rhône et l'Etat, une demande en dommages-intérêts fondée, d'une part, sur la violation de leur domicile et de leur propriété accomplie en exécution de délibérations du conseil municipal de Caluire, visées et approuvées par le préfet du département du Rhône, et, d'autre part, sur l'affectation de leur immeuble au casernement de divers corps de troupes, le jugement du 19 juin 1872 statuant sur cette demande entre toutes les parties, à l'exception de l'Etat, a décidé :

1^o Que les délibérations du conseil municipal de Caluire et leur approbation par l'autorité préfectorale ayant été contractées aux lois qui garantissent l'inviolabilité du domicile et de la propriété, la liberté des personnes et l'autorité des décisions rendues par les Tribunaux, devaient être considérées comme essentiellement et absolument nulles;

2^o Que les faits qui ont accompagné ou suivi ces délibérations constituent des délits ou des crimes dont la responsabilité personnelle incombe à ceux qui en ont

été les auteurs et les complices;

« Qu'en conséquence Vassel, maire provisoire de Caluire, les seize conseillers municipaux signataires des délibérations susvisées, Challemel-Lacour, ancien préfet du département du Rhône, et les habitants de la commune de Caluire, devaient être condamnés solidairement à réparer le préjudice éprouvé par Dugave et Bransiet, conformément aux dispositions combinées de l'article 1384 du Code civil et de la loi du 10 vendémiaire an IV;

3^o Que la commune de Caluire, considérée comme une personne civile, ne pouvait pas être mise au nombre des auteurs ou des complices, et qu'en outre elle ne devait être tenue envers Dugave et Bransiet à aucune responsabilité, Vassel et autres ayant agi en dehors de leurs pouvoirs et des bornes légales de leur mandat;

4^o Que le département du Rhône devait être mis hors de cause; »

« Considérant, sur le second point, que la commune ou les habitants de Caluire, Vassel et autres, et Challemel-Lacour ont, à l'occasion des demandes formées contre eux, pris des conclusions récursoires, soit les uns contre les autres, soit contre l'Etat, et que le jugement du 19 juin 1872, statuant aussi sur ces conclusions entre toutes les parties, à l'exception de l'Etat, a déclaré non-recevables les recours des auteurs et des complices les uns contre les autres et contre la commune de Caluire;

« Considérant que quatre-vingt-trois habitants de la commune de Caluire étant intervenus dans l'instance, le Tribunal de Lyon a reconnu qu'ils s'étaient efforcés d'empêcher les tentatives qui avaient été commises dans leur commune contre les personnes ou les propriétés, et qu'en conséquence le jugement du 19 juin 1872 a admis leurs conclusions récursoires, mais seulement contre les parties condamnées comme auteurs ou comme complices de ces tentatives;

« Considérant, sur le troisième point, que la compétence du Tribunal de Lyon ayant été déclinée par le préfet du Rhône, le jugement du 19 juin 1872 a décidé :

1^o Que le Tribunal était compétent pour statuer sur

« deux chefs compris dans la demande de Dugave et Bransiet contre l'Etat;

2^o Qu'il était également compétent pour connaître

« des recours formés contre l'Etat, soit par la commune de Caluire, soit, en leur nom personnel, par les habitants de Caluire, Vassel, les seize conseillers municipaux et Challemel-Lacour;

3^o Qu'il devait au contraire se déclarer incompétent

« pour prononcer sur les conclusions de la commune de Caluire et du préfet du Rhône, à l'effet de faire reconnaître, celui-ci qu'il avait agi dans l'étendue de ses pouvoirs, celle-là qu'elle n'avait fait qu'obéir aux ordres de l'autorité préfectorale; »

« Considérant que, dans cet état des faits, le conflit soulève deux questions distinctes, et qu'il y a lieu d'apprécier séparément la demande de Dugave et Bransiet, fondée sur le casernement de divers corps de troupes dans leur établissement de Caluire, et les conclusions principales ou récursoires basées sur les autres faits rappelés plus haut;

« En ce qui touche l'indemnité réclamée par Dugave et Bransiet contre l'Etat, à l'occasion du casernement de divers corps de troupes dans leur établissement;

« Considérant que si, antérieurement à l'époque où des corps de troupes ont été casernés, par les ordres du préfet du Rhône, dans l'établissement appartenant à Dugave et Bransiet, ces derniers avaient été dépouillés de la possession de leur immeuble, ils n'en étaient pas moins demeurés les propriétaires légitimes et exclusifs; que dès lors ils ont pu trouver dans l'usage qui a été fait de leur établissement, pour un service mis par la loi à la charge du gouvernement, le principe d'une action en indemnité contre l'Etat;

« Considérant que les Tribunaux civils sont compétents pour connaître des actions qui peuvent être exercées contre l'Etat, quand un immeuble a été occupé par des troupes, au vertu d'un contrat passé dans les conditions prévues par la loi du 10 juillet 1791, et que si, dans l'espèce, le préfet du Rhône a excédé ses pouvoirs en ordonnant, sans observer les formalités prescrites par les lois, que des troupes seraient casernées dans l'immeuble de Dugave et Bransiet, il ne saurait en résulter un changement dans les attributions de la juridiction à laquelle il appartient de régler les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires; que Dugave et Bransiet ont donc régulièrement saisi le Tribunal civil de Lyon de ce chef particulier de leur demande;

« En ce qui touche le surplus des conclusions de Dugave et Bransiet contre l'Etat et aussi les conclusions récursoires également contre l'Etat de la commune ou des habitants de Caluire, de Vassel et des seize conseillers municipaux signataires des délibérations des 27 et 28 septembre 1870, et Challemel-Lacour;

« Considérant que le jugement du 19 juin 1872 pose en thèse, dans ses motifs, que « toutes les difficultés et tous les litiges entre les particuliers et l'Etat, naissant de l'application de la responsabilité civile, sont de la compétence des Tribunaux civils, à moins qu'un texte formel n'en ait attribué la connaissance à d'autres juges, » mais que si cette doctrine peut être vraie quand il s'agit de litiges dans lesquels l'Etat représente le domaine privé de la nation, elle ne saurait être étendue à ceux dans lesquels il est le représentant de l'autorité sociale, chargée de pourvoir aux intérêts généraux et d'assurer les services publics;

« Considérant que l'article 1384 du Code civil a pour objet de régler la responsabilité dont les particuliers peuvent être tenus à l'occasion des personnes qui sont placées sous leur autorité ou leur surveillance; que ses dispositions sont de droit privé et qu'elles déterminent ni les rapports de l'Etat avec les fonctionnaires publics, les agents et les employés administratifs, ni les conséquences juridiques que ces rapports peuvent produire entre les tiers et l'Etat;

« Considérant que si, l'article 75 de la constitution de l'an VIII ayant été abrogé, le Tribunal de Lyon a pu statuer, dans l'espèce, sur l'action formée contre Challemel-Lacour, ancien préfet du département du Rhône, sans que les poursuites contre ce dernier aient été préalablement autorisées, il ne s'ensuit pas que ce Tribunal fût compétent pour prononcer sur la responsabilité que, soit les propriétaires de l'établissement de Caluire, soit la commune ou ses habitants, Vassel et autres, et Challemel-Lacour lui-même prétendaient faire peser sur le Trésor public;

« Considérant que le choix et la nomination des fonctionnaires publics, des agents administratifs et des employés, sont réglés par des lois spéciales, par des règlements ou des arrêtés qui se rattachent à l'organisation politique et administrative du pays, et qu'on ne saurait

assimiler, d'une manière absolue, ce choix et ces nominations aux contrats qui interviennent entre les maîtres et les domestiques ou entre les commettants et leurs commis; que ce sont aussi des lois spéciales et des règlements administratifs qui déterminent la distribution des pouvoirs et des attributions, l'organisation et la répartition des services, la hiérarchie, le contrôle et la surveillance des fonctionnaires, des agents ou des employés, et que, pour reconnaître dans quels cas l'Etat peut être déclaré responsable et quelle est la mesure de sa responsabilité, il y a lieu d'interpréter et d'appliquer, en les conciliant avec les principes généraux du droit, ces lois ou ces règlements, et de contrôler, au point de vue de la responsabilité générale de la nation, les actes des autorités diverses sous la direction desquelles les services publics sont placés;

« Qu'il suit de là et qu'il résulte des lois sus-visées qui ont établi la séparation des pouvoirs, que les Tribunaux n'ont compétence pour connaître des actions en responsabilité formées contre l'Etat, à l'occasion des délits, des fautes ou des négligences des fonctionnaires publics, des agents ou des employés administratifs, que dans les cas où la connaissance de ces actions leur est attribuée par une disposition particulière de la loi;

« Considérant que le Tribunal de Lyon s'est à tort déclaré régulièrement saisi, tant des actions récursoires contre l'Etat de la commune ou des habitants de Caluire de Vassel et autres, et de Challemel-Lacour, que de la demande en responsabilité formée par les propriétaires eux-mêmes contre l'Etat;

« Considérant, il est vrai, que nul ne peut être dépouillé de sa propriété, même pour cause d'utilité publique, que dans les cas et sous les conditions déterminées par la loi du 3 mai 1841 et qu'il appartient à l'autorité judiciaire de vérifier si les formalités légales ont été observées, de prononcer l'envoi en possession, de régler les indemnités, et même d'ordonner la réintégration des propriétaires dans la possession de leurs biens, quand ils en ont été illégalement dépouillés;

« Mais que, dans l'espèce, c'est en exécution de délibérations du conseil municipal de la commune de Caluire, déclarant l'établissement des frères et ses dépendances « propriété communale », que Dugave et Bransiet ont été expulsés des immeubles qui leur appartenaient, et que si ces délibérations ont été indûment approuvées par Challemel-Lacour, préfet du département du Rhône, il n'y a pas eu cependant prise de possession « au nom de l'Etat » des biens de Dugave et Bransiet;

« Par ces motifs,

« Décide :

« L'arrêt de conflit pris par le préfet du département du Rhône, le 9 juillet 1872, est annulé en tant qu'il revendique pour l'autorité administrative le droit de statuer sur l'indemnité réclamée par Dugave et Bransiet contre l'Etat, à l'occasion du casernement des troupes dans leur établissement de Caluire.

« L'arrêt de conflit du 9 juillet 1872 est confirmé en ce qui touche le surplus des conclusions prises contre l'Etat par Dugave et Bransiet, et en ce qui concerne les demandes, récursoires aussi contre l'Etat, de la commune ou des habitants de Caluire, de Vassel, des seize conseillers municipaux signataires des délibérations des 27 et 28 septembre 1870, et de Challemel-Lacour;

« En conséquence sont annulés, mais seulement en ce qu'ils ont de contraire à la présente décision, l'exploit introductif d'instance contre l'Etat à la requête de Dugave et de Bransiet, les demandes récursoires aussi contre l'Etat des susnommés, les actes de la procédure et le jugement du 19 juin 1872 rendu par le Tribunal de Lyon;

« Une ampliation de la présente décision sera transmise au garde des sceaux, ministre de la justice, qui est chargé d'en assurer l'exécution. »

JUSTICE CIVILE

COUR DE CASSATION (chambre des requêtes).

Présidence de M. Nchet, conseiller doyen.

Bulletin du 2 avril.

ACTES ADMINISTRATIFS. — INTERPRÉTATION. — MOTIFS IMPLICITES.

I. Il n'y a interprétation interdite aux Tribunaux d'un acte administratif produit dans le cours d'un procès, que lorsque le sens de cet acte est douteux. La règle de la séparation des pouvoirs n'a pas lieu d'être appliquée lorsque les termes de l'acte sont formels et comprennent nominativement l'objet qui, d'après la prétention de l'une des parties, n'y serait pas compris.

II. Lorsqu'un inventeur breveté a formé contre le cessionnaire de son brevet et des établissements industriels qui s'y rattachent, une demande en dommages-intérêts fondée sur l'inexécution de ses engagements, le motif que les juges du fond tirent, pour rejeter cette demande, de ce que le cessionnaire a rempli toutes ses obligations envers le cédant, répond implicitement, mais suffisamment, au chef de conclusions par lequel celui-ci reproche en outre à son cessionnaire d'avoir déserté l'exploitation du brevet et substitué un procédé dangereux à un procédé dont les avantages étaient reconnus.

Rejet, au rapport de M. le conseiller Rau, et conformément aux conclusions de M. l'avocat général Reverchon, du pourvoi des sieurs Damolon contre un arrêt de la Cour de Paris, du 22 juillet 1872, rendu au profit de la compagnie générale des paquebots transatlantiques. — Plaidant, M^o Bosviel, avocat.

Présidence de M. de Raynal, président.

PRESCRIPTION. — FRUITS. — POSSESSION PRÉCAIRE.

Ne sont pas prescriptibles par cinq ans seulement les fruits d'un immeuble possédé par des détenteurs qui, d'après la loi, sont présumés avoir connu le vice de leur titre, et qui, par suite, n'ayant eu qu'une possession précaire, ne sauraient invoquer une prescription spéciale. (Articles 549, 550 et 2177 du Code civil.)

Chaque percepteur opérée par de pareils détenteurs a constitué au profit du propriétaire une

créance soumise à la prescription trentenaire.

Admission dans ce sens, au rapport de M. le conseiller Guillemaud et conformément aux conclusions du même avocat général, du pourvoi du préfet de Constantine, représentant le domaine de l'Etat, contre un arrêt de la Cour d'Alger, du 13 février 1872, rendu au profit des héritiers ben Kasnadar. — Plaidant, M^e Nivard, avocat.

IMPOT DU TIMBRE. — TITRES PROVISOIRES D'ACTIONS OU OBLIGATIONS CONVERTIES.

Doit-on considérer les titres provisoires remis en attendant la délivrance des titres définitifs par une compagnie de chemins de fer aux parties qui demandent soit la conversion d'actions ou d'obligations au porteur en un certificat nominatif, soit le remplacement de formules d'actions ou d'obligations au porteur dont les coupons sont épuisés, comme de simples renouvellements de titres antérieurement timbrés et comme affranchis, pour ce motif, d'un nouveau droit de timbre ? (article 17 de la loi du 5 juin 1850 ; articles 12 et 26 n° 3 de la loi du 13 brumaire an VII.)

Renvoi de la question à la Chambre civile par l'admission, au rapport de M. le conseiller Tardif et conformément aux conclusions du même avocat général, du pourvoi de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, contre un jugement du Tribunal civil de la Seine, en date du 31 août 1872, rendu au profit de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée. — Plaidant, M^e Moutard-Martin, avocat.

IMPOT DU TIMBRE. — TITRES PROVISOIRES D'ACTIONS OU D'OBLIGATIONS NOUVELLEMENT CRÉÉES.

Doit-on considérer comme soumis au droit de timbre, ou bien comme devant seulement être timbrés à l'extraordinaire ou visés pour timbre, les titres provisoires remis aux souscripteurs d'actions ou d'obligations nouvellement créées, jusqu'à la confection et la remise des titres définitifs ? (Art. 17 de la loi du 5 juin 1850 ; art. 2 et 12 de la loi du 13 brumaire an VII ; 22 de la loi du 2 juillet 1862, 1^{er} de la loi du 6 prairial an VII, 1^{er} de la loi du 28 août 1871.)

Renvoi également de cette question à la chambre civile, par l'admission, au rapport et conformément aux conclusions des mêmes magistrats, du pourvoi de la compagnie des Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée contre le jugement précité du Tribunal civil de la Seine, en date du 31 août 1872, rendu, sur ce point, au profit de l'administration de l'enregistrement, des Domaines et du Timbre. — Plaidant, M^e Jozon, avocat.

COUR D'APPEL DE PARIS (1^{re} chambre).

Présidence de M. le premier président Gilardin.

Audience du 29 mars.

DEMANDE EN SÉPARATION DE CORPS. — MESURES PROVISOIRES.

En 1857, M. le comte, depuis marquis de la P... épousait à Angers Mlle de G... Aujourd'hui, chacun des deux époux demande contre son conjoint la séparation de corps, fondée du côté de Mme la marquise sur des sévices et des injures graves, du côté du marquis, sur l'adultère de sa femme. Le procès ne se plaide pas encore au fond et la Cour n'est actuellement saisie que de l'appel interjeté des deux ordonnances rendues sur chacune des demandes, par M. le président du Tribunal de la Seine, et, statuant en termes analogues sur les mesures provisoires, c'est-à-dire la garde de l'enfant issu du mariage, et le lieu dans lequel devra résider, pendant l'instance, Mme de la P....

Voici le texte d'une de ces ordonnances :

« Nous, président,
« Après avoir entendu les époux de la P... en leurs observations ;
« Attendu que nous n'avons pu concilier les parties, les renvoyons à se pourvoir ;
« En conséquence, autorisons la dame de la P... à suivre sur la demande ;
« Disons que sous quinze de ce jour, la dame de la P... se retirera dans le couvent des dames du Sacré-Cœur, rue de Douai, n° 62 ; faisons défense à de la P... de troubler sa femme dans ladite résidence, et au cas de trouble, autorisons cette dernière à faire expulser son mari avec l'assistance du commissaire de police, et au besoin de la force armée ;
« En ce qui touche la garde de l'enfant issu du mariage :
« Attendu que des renseignements par nous recueillis, il résulte qu'il est de l'intérêt de l'enfant qu'il soit remis de suite au frère de son père, lequel consent à s'en charger, pour le placer sous huitaine de ce jour au collège Stanislas ;
« Disons que l'enfant issu du mariage sera remis de suite au sieur Henri de la P..., frère de son père, à la charge par ce dernier de le placer sous huitaine de ce jour comme élève interne au collège Stanislas ;
« Ordonnons l'exécution provisoire, nonobstant appel et sans y préjudicier, etc. »

Mme la marquise de la P... a interjeté appel de ces ordonnances, tant en ce qu'elles lui avaient imposé la résidence d'un couvent, qu'enlevé la garde de l'enfant.

M^e Lachaud, son avocat, expose :

« Que M. de la P..., contre lequel a été déjà prononcée la séparation de biens, a depuis plusieurs années complètement abandonné sa femme, la laissant pourvoir tant à ses besoins qu'à ceux de l'enfant issu du mariage, avec les quelques débris de sa fortune personnelle. Cette fortune, M. le marquis de la P... l'a dissipée, en même temps qu'il se ruinait lui-même, autour des tapis verts de toutes les villes de jeu d'Allemagne, et la passion du jeu qui le dévorait ne lui a pas permis de les quitter, même après les événements de la guerre de 1870. Non content de cela, il s'affichait encore avec toutes les demi-mondaines et autres, en France aussi bien que sur les bords du Rhin. De ces relations, Mme de la P... n'a trouvé que trop de preuves dans les lettres qui sont tombées entre ses mains. La lecture d'une seule de ces lettres suffira pour caractériser ces correspondances ; elle est conçue en ces termes :

« Monsieur,
« Je ne vous prends ni pour mon créancier ni pour mon banquier comme vous avez le tort de me l'écrire ; dans le premier cas, je ne vous réclamerai rien ; dans le second, vous entendriez plus souvent parler de moi.
« Je vous prends tout simplement pour un monsieur avec lequel j'ai passé quelques jours à Vichy, que vous avez plus ou moins payés ;
« Que, depuis cette époque-là, vous m'avez proposé de partir de Vichy avec vous pour Bordeaux, voyage que vous avez fait durer cinq jours pendant lesquels j'ai été à votre disposition. Je ne sache pas vous avoir fait faire de grands frais : vous me faisiez souper avec des confitures, voyager ma femme de chambre en secondes, sans compter l'argent que vous m'empruntiez. Mais vous étiez à court, disiez-vous, et, à votre prochain voyage à Paris, vous

deviez vous liquider avec moi, dont vous admiriez la conduite.

« Comme vous étiez marquis, je me suis dit que noble oblige, et fortune facile, et j'ai eu confiance en vous ;

« Ce premier voyage a lieu ; il y a huit jours vous me revenez tout feu, tout flammes, et me le prouvez tant que vous pouvez, puis vous partez sans même me faire vos adieux.

« Croyez-vous, monsieur, que je sois assez sot pour recevoir un homme comme vous pour vos beaux yeux ? Ce sont des illusions qu'à votre âge il n'est plus permis de se faire, et, quant à moi, mon train de maison ne me permet pas des entrées de faveur.

« Vous êtes vieux, laid, d'une avarice sordide ; je ne vois pas en quoi je dépasse mes droits en vous réclamant cinquante louis. Je crois au contraire, être très bonne fille ; seulement, chez moi, la bonté ne va pas jusqu'à la bêtise, et je me crois parfaitement dans mon droit en vous réclamant ce que je n'ai pas volé, et vous assure que je ne recommencerai pas pour le même prix.

« Du reste, cher monsieur, quand on se présente chez une femme qui a 400 francs de loyer par jour, on ne doit pas s'étonner si, au bout de huit jours, elle vous demande cinquante louis ; je vous engage donc à vous exécuter.

« Je ne veux pas terminer cette lettre, sans vous dire que celle que vous m'avez écrite est, de votre part, une preuve de sottise et de mauvais goût.

« Paris, 16 janvier 1866.

« (Signé) Berthe de ... »

Si telle était la façon d'être en voyage de M. de la P... au domicile conjugal, il élevait jusqu'à lui, suivant sa propre expression, la femme de chambre de Mme de la P..., et le début suivant d'une lettre qu'il écrivait à sa femme en donne la preuve suffisante :

« Je fais une faute ; vous ne pardonnez pas à la pauvre créature que j'ai élevée jusqu'à moi. Chère E..., votre cœur si noble doit savoir oublier. Dieu le dit lui-même dans le Pater... »

Et cependant, M. de la P... n'a pas craint d'accuser sa femme d'adultère et d'amener devant M. le juge d'instruction, qui a refusé de l'entendre, son jeune fils, dont il essayait de faire l'accusateur de sa mère.

C'est dans ces conditions que Mme de la P... demande l'infirmité des mesures provisoires ordonnées par M. le président. Agée de près de quarante ans, habitée depuis plusieurs années à vivre seule, par l'abandon dans laquelle l'a laissée son mari, il n'y a pas à craindre de sa part les entraînements, les écarts de conduite auxquels pourrait se laisser aller une femme jeune et sans expérience, et il n'est lieu de dire qu'elle devra séjourner dans un couvent pendant la durée de l'instance. Et de même, la garde du fils doit rester à la mère, qui l'a élevé depuis plusieurs années. L'ordonnance même de M. le président, qui décidait qu'il serait placé comme interne au collège Stanislas, n'a pas été exécutée, et on veut le placer au séminaire du Mans, où il ne serait reçu qu'à condition d'avoir un précepteur particulier, et de ne se mêler aux autres élèves que pendant les récréations. Telle serait la situation de l'enfant ; c'est auprès de sa mère qu'il doit rester.

M. de la P... a de son côté interjeté appel incident, tendant à faire supprimer par la Cour l'obligation de placer l'enfant au collège Stanislas où il n'a pu être reçu à raison de l'insuffisance de son instruction.

M^e Bonneville de Marsangy, son avocat, déclare qu'il ne suivra pas son adversaire sur le terrain scandaleux où le débat a été par lui placé.

Il dira seulement que la famille entière s'est déclarée contre Mme de la P..., qui a dû vivre isolée à Paris pour échapper aux reproches que motivait sa conduite. Une plainte en adultère a été déposée contre Mme de la P... par son mari. En effet, M. de la P..., revenant d'un voyage en Amérique, a appris qu'aux courses d'Angers, Mme de la P... s'affichait publiquement au bras d'un prétendu précepteur de son fils, précepteur qui fumait sa pipe à côté d'elle, dans sa voiture. Rencontrant ainsi cet individu, M. de la P... a vu dans sa poche son propre revolver, dont celui-ci l'a menacé de faire usage contre lui, s'il se livrait à des voies de fait. De son côté, sa femme ne craignait pas de lui dire qu'elle espérait bien que quelque jour il serait tué dans un duel avec un de ses amants. A Paris, on retrouvait encore le même précepteur installé chez la marquise, et jouant avec elle au piquet.

La sagesse de l'ordonnance est donc plus que démontrée, et c'est dans un couvent que Mme de la P... sera le mieux placée pour attendre l'issue de la double instance engagée. Quant à l'enfant, l'insuffisance de son instruction n'a pas permis de le recevoir au collège Stanislas, où il serait trouvé trop en retard sur les élèves de son âge. Il y a donc lieu d'ordonner seulement qu'il soit confié à la garde de son oncle, M. Henri de la P..., qui avisera au meilleur mode de lui procurer une instruction que sa mère a toujours négligé de lui faire donner. Nulle part il ne pourra être mieux qu'après de son oncle, qui faisait glorieusement la campagne de la Loire dans les zouaves pontificaux, tandis que, de son côté, le marquis de la P..., malgré son âge, servait dans un autre corps d'armée.

La Cour, sur les conclusions conformes de M. l'avocat général Hémar, a statué ainsi qu'il suit :

« La Cour,
« En ce qui touche la disposition portant que l'appelante se retirera dans le couvent des Dames du Sacré-Cœur, rue de Douai, 62 ;

« Considérant que les circonstances particulières de la cause expliquent la sagesse de la mesure qui a été prescrite par le premier juge, et qui est d'ailleurs conforme à l'article 268 du Code civil ;

« En ce qui touche la garde de l'enfant :

« Considérant que la disposition de l'ordonnance relative au placement de l'enfant au collège Stanislas, n'a pu recevoir son exécution, le directeur de cet établissement n'ayant pu y admettre le jeune de la P..., par suite du degré imparfait de son instruction ;

« Que les tentatives faites pour le placer à Paris dans d'autres maisons d'éducation ont été infructueuses ;
« Qu'il est de l'intérêt de l'enfant, et conforme d'ailleurs au désir des membres de la famille, que le jeune de la P... reste provisoirement confié aux soins de son oncle ;

« Adoptant, au surplus, les motifs du premier juge, en ce qu'ils ne sont pas contraires à ceux qui précèdent, et considérant que l'urgence de pourvoir en l'état des faits à la situation du mineur, ne rend pas sérieusement contestable la compétence du juge de référé ;

« Par ces motifs, et sans qu'il y ait lieu de statuer sur la fin de non-recevoir opposée à l'appel, et sur laquelle, d'ailleurs, il n'a pas été insisté devant la Cour ;

« Met les appellations et ce dont est appel au néant, au chef seulement qui a précisé d'une manière exclusive le placement de l'enfant au collège Stanislas ;

« Emendant, quant à ce,
« Dit que Louis de la P... restera confié aux soins de son oncle, le comte Henri de la P..., qui est autorisé, soit à le placer tant à Paris que hors Paris dans une maison d'éducation de son choix, ou chez un ecclésiastique, soit à le conserver dans sa maison sous la direction d'un précepteur ;

« Les ordonnances au résidu sortissant effet ;
« Condamne la marquise de la P... aux dépens. »

COUR D'APPEL DE PARIS (3^e ch.).

Présidence de M. Sallé.

Audience du 19 mars.

PROPRIÉTÉS DÉVASTÉES PAR L'ENNEMI. — DEMANDE EN RÉDUCTION DU PRIX DU LOYER ET EN RÉPARATION DES LIEUX LOUÉS FORMÉE PAR LE LOCATAIRE CONTRE PROPRIÉTAIRE. — DÉFENSE, AU FOND, TIRÉE DE L'ABANDON DES LIEUX PAR LE LOCATAIRE, ET DES STIPULATIONS DU BAIL METTANT L'ENTRETIEN ET LES RÉPARATIONS DE TOUTE NATURE À LA CHARGE DU LOCATAIRE. — REJET DE CES MOYENS AU PRINCIPAL. — [RENOVI A EXPERTISE A FIN DE DISTINCTION A FAIRE, DANS L'ÉTAT DES LIEUX, ENTRE LES DÉGATS RÉSULTANT DE L'INVASION ET LES DÉGRADATIONS POUVANT PROVENIR DE CAUSES ANTERIEURES À LA PRÉSENCE DE L'ENNEMI ET REPROCHABLES AU LOCATAIRE.

I. Les stipulations d'un bail qui mettent à la charge du locataire les réparations de toute nature qui seraient nécessaires pour entretenir les constructions en bon état, même les grosses réparations et reconstructions s'il en est besoin pendant le cours du bail, avec clause qu'il doit en être ainsi quel que soit le fait, ou la circonstance qui les occasionnera, et quelle que soit l'importance de ces réparations et reconstructions, ne sont pas applicables aux cas fortuits extraordinaires, tels que ceux de la guerre.

II. L'abandon des lieux loués, par suite de la résolution prise par les locataires de se soustraire aux dangers à redouter dans une propriété comprise spécialement dans les lignes d'investissement de l'ennemi devant Paris, et directement exposée aux ravages de la guerre, ne doit pas être considéré en soi-même comme une faute pouvant engager la responsabilité des locataires vis-à-vis de leurs propriétaires.

III. Les faits de guerre ne sont pas compris dans les cas fortuits prévus par l'article 1722 du Code civil.

Les époux Billy, par suite de la cession de bail qu'ils tiennent de M. Duval, sont locataires d'une propriété à usage de fabrique appartenant aux époux Baron, sise dans le département de la Seine, à Antony, route d'Orléans, n°s 58 et 60, à raison de 6,300 francs de loyer annuel.

Aux termes d'un acte reçu par M^e Gosse, notaire à Bourg-la-Reine, le 16 avril 1860, le bail était consenti pour vingt-cinq années devant expirer le 8 juin 1885, sous la condition notamment imposée aux locataires « de ne pas exiger des bailleurs aucunes réparations ni travaux que ce puisse être pendant tout le cours du bail, et de faire à leurs frais et sans réclamations ni recours contre les bailleurs, les réparations de toute nature qui seraient nécessaires pour entretenir les constructions en bon état, même les grosses réparations et reconstructions, s'il en est besoin pendant le cours du bail, quel que soit le fait ou la circonstance qui les occasionnera, et quelle que soit l'importance de ces réparations et reconstructions. »

Cependant, au moment où les troupes allemandes investirent Paris, M. et Mme Billy s'y étaient réfugiés, abandonnant la fabrique exploitée par eux à Antony, pour se soustraire aux dangers qu'ils avaient à redouter dans une propriété comprise dans les lignes d'investissement de l'ennemi, au milieu d'un pays directement exposé aux luttes et aux ravages de la guerre. La propriété fut occupée par les troupes allemandes qui, au départ, la laissèrent dans l'état de dégradation le plus complet. Et les époux Billy, s'appuyant sur les faits de guerre et les dispositions du Code civil, ont formé contre M. et Mme Baron, leurs propriétaires, une demande tendant à ce que le prix de la location soit réduit de moitié, soit à 3,250 francs par an pendant tout le temps couru depuis le 14 septembre 1870 jusqu'au jour où les réparations à faire aux lieux loués seraient complètement terminées par les bailleurs. En réponse à cette demande principale, et après avoir, dès le mois d'octobre 1872, sollicité et obtenu en référé la nomination d'un expert chargé de constater l'état des lieux, M. et Mme Baron, propriétaires, soutenaient que les réparations à faire étant à la charge des locataires, aux termes du bail du 15 avril 1860, M. et Mme Billy devaient être déclarés mal fondés en leur demande et condamnés, au contraire, à mettre les lieux loués en état à leurs frais et sans réclamation contre leurs propriétaires, d'autant plus que les dégradations reprochées par eux proviendraient même de faits antérieurs aux événements de la guerre.

Sur ces prétentions respectives, le Tribunal civil de la Seine rejetant, en principe, le moyen opposé par le sieur et dame Baron à la demande des époux Billy, et tiré des stipulations du bail de 1860, avait renvoyé les parties, avant faire droit, à l'expertise précédemment ordonnée en référé, en étendant d'ailleurs la mission confiée à l'expert.

Le dispositif de ce jugement, rendu le 7 août 1872, était en effet ainsi motivé :

« Le Tribunal,

« Attendu qu'aux termes de leur bail les époux Billy se sont obligés à toutes les réparations de toute nature dont les immeubles loués auraient besoin pendant la durée du bail, mais que ces expressions, quels que soient les faits et circonstances qui rendent les réparations nécessaires, ne peuvent pas s'entendre des cas fortuits extraordinaires tels que ceux de la guerre ;

« Attendu qu'il est articulé par les époux Baron, que la plus grande partie des réparations à faire rentrent dans la clause qui les met à la charge des époux Billy, et qu'il est articulé par ces derniers que les détériorations proviennent, au contraire, des faits de la guerre ;

« Attendu que le Tribunal n'a pas les moyens d'appréciation nécessaires ;

« Par ces motifs,

« Avant faire droit, dit que par Collet, expert, précédemment commis en référé, et sans nouveau serment, les lieux seront visités à l'effet d'en constater l'état, et dire quelles sont les dégradations et destructions qui doivent être attribuées aux faits de guerre, et celles qui peuvent être attribuées à d'autres causes, indiquer les réparations à faire et en évaluer l'importance, suivant les distinctions qui précèdent pour être ultérieurement statué ce qu'il appartiendra ;

« Tous droits, moyens et dépens réservés. »

Appel a été interjeté par M. et Mme Baron. M^e Octave Falateuf, leur avocat, conclut à ce que la Cour, infirmant le jugement, fasse application à la cause des clauses du bail de 1860, sinon déclare que le sieur et dame Billy sont en tous cas responsables des dégradations faites par l'ennemi, à raison de l'abandon où ils avaient laissé les lieux loués, et subsidiairement dire que, par application de l'article 1722 du Code civil, les propriétaires ne sauraient être tenus des réparations et reconstructions exigées par le sieur et dame Billy.

Subsidiairement encore, M^e Octave Falateuf soutient qu'un expert ayant été précédemment nommé, par ordonnance de référé du 12 octobre 1872, à des fins suffisantes pour éclairer la justice, il n'y avait lieu d'ordonner une nouvelle expertise, et que les premiers juges auraient dû surseoir à statuer jusqu'à l'événement du rapport de l'expert.

M^e Le Berquier, avocat de M. et Mme Billy, conclut à la confirmation du jugement frappé d'appel,

dont il soutient et développe les motifs, en ce qu'il touche les stipulations du bail, et s'attachant d'ailleurs à démontrer que l'abandon des lieux loués ne pouvait être reproché à faute au sieur et dame Billy, à raison de la situation même de la propriété située dans une commune exposée à tous les dangers de la guerre, et dont l'abandon par ses habitants était une nécessité même de la défense de Paris, aussi bien qu'une mesure de sûreté personnelle pour les habitants.

Sur ces plaidoiries, la Cour a maintenu la décision des premiers juges, répondant aux conclusions prises par M. et Mme Baron, par arrêt dont suit le texte :

« La Cour,
« En ce qui touche les conclusions principales des appelants ;

« Adoptant les motifs des premiers juges ;
« Sur le moyen tiré de la faute imputée aux époux Billy pour avoir abandonné la propriété dont ils étaient locataires ;

« Considérant que la commune d'Antony, où est située ladite propriété, se trouvait comprise dans les lignes d'investissement de l'ennemi, et directement exposée aux ravages de la guerre ;

« Que la résolution prise par les intimés de se soustraire aux dangers qu'ils avaient à redouter ne saurait en elle-même être considérée comme une faute pouvant engager leur responsabilité vis-à-vis de leur propriétaire ;

« Qu'en admettant l'exactitude du fait allégué par les appelants, à savoir que l'envahisseur aurait plus spécialement porté la dévastation dans les propriétés délaissées par leurs habitants, cette pratique de l'ennemi, née de son calcul ou de son caprice, n'ayant pu être prévue à l'avance, ne saurait être prise en considération pour apprécier et qualifier rétrospectivement le fait d'abandon imputé à faute aux intimés ;

« En ce qui touche les conclusions subsidiaires des appelants tendant à l'application de l'article 1722 du Code civil ;

« Considérant que les faits de guerre qui donnent lieu à la contestation actuelle ne sont pas compris dans les cas fortuits dont parle l'article 1722 du Code civil, et qu'en l'absence d'une convention formelle ayant pour but de leur rendre cet article applicable, les appelants ne peuvent être admis à s'en prévaloir ;

« En ce qui touche les conclusions plus subsidiaires des appelants fondées sur l'expertise déjà ordonnée par le juge de référé ;

« Considérant que le jugement dont est appel n'a fait que préciser ou étendre, utilement pour l'intérêt commun des parties, la mission déjà donnée à l'expert Collet par l'ordonnance de référé du 12 octobre 1872 ;

« Par ces motifs,
« Sans s'arrêter aux conclusions tant principales que subsidiaires des appelants, lesquelles sont rejetées comme mal fondées ;

« Met l'appellation à néant ;
« Ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet ;

« Condamne les appelants à l'amende et aux dépens de la cause d'appel. »

JUSTICE CRIMINELLE

COUR D'ASSISES DE LA LOZÈRE.

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

Présidence de M. Perrot, conseiller.

Audience du 12 mars.

LIBERTÉ PROVISOIRE. — ARRÊT DE MISE EN ACCUSATION. — LIMITE EXTRÊME.

La limite extrême du délai pendant lequel la liberté provisoire peut être accordée est l'arrêt de mise en accusation.

Ainsi jugé, par l'arrêt suivant, sur les conclusions conformes de M. Pellerin, procureur de la République :

« Attendu que si l'article 116 du Code d'instruction criminelle porte que la liberté provisoire peut être demandée en tout état de cause, l'article 126 du même Code déclare que l'accusé renvoyé devant la Cour d'assises sera mis en état d'arrestation en vertu de l'ordonnance de prise de corps, contenu dans l'arrêt de la chambre de mise en accusation, nonobstant la mise en liberté ;

« Que si l'on compare les termes de ces deux articles, si l'on consulte surtout les motifs qui les ont fait dicter, on est obligé de reconnaître que l'arrêt de mise en accusation est la limite extrême du temps pendant lequel la liberté provisoire peut être accordée, parce que cette décision élève de telles présomptions de culpabilité contre l'accusé qu'il serait téméraire de laisser à celui-ci le choix de se présenter devant ses juges ou de se dérober au jugement par la fuite ;

« Que, s'il en était autrement, on ne saurait comprendre, d'une part, que la liberté provisoire cessât de produire ses effets à partir de l'arrêt de renvoi ; d'autre part, que l'article 116 qui détermine la juridiction devant laquelle la demande de mise en liberté doit être portée, et qui déclare qu'on doit s'adresser à la chambre des mises en accusation, depuis l'ordonnance du juge d'instruction jusqu'à l'arrêt de renvoi, ait gardé le silence sur les juges qui devaient connaître de cette demande à partir de cette dernière époque ;

« Attendu que l'arrêt qui renvoie les frères Gabarel devant la Cour d'assises étant devenu définitif, puisque le délai pour se pourvoir en cassation est expiré sans qu'aucun pourvoi ait été formé, l'article 126 doit produire son effet, aucun texte de loi ne donnant à la Cour d'assises le droit d'en suspendre l'exécution ;

« Attendu du reste que c'est dans ce sens que cette question est tranchée par la doctrine et la jurisprudence, et notamment par deux arrêts de la Cour de cassation, en date du 22 mars et 13 juillet 1872 ;

« Attendu d'ailleurs, à un autre point de vue, que la Cour d'assises de la Lozère peut d'autant moins statuer sur cet incident qu'elle n'a pas été saisie de l'affaire principale, puisque M. le président n'a pas cru qu'en l'état elle dut lui être soumise, et l'a renvoyée à une autre session ;

« Par ces motifs,
« La Cour rejette la demande en mise en liberté provisoire formée par les frères Gabarel. »

COUR D'ASSISES DE SAONE-ET-LOIRE.

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

Présidence de M. Lagier.

Audiences des 31 mars et 1^{er} avril.

MURTRÉ D'UN GENDARME PAR UN CHASSEUR.

L'accusé se nomme Pierre Marchandieu ; il est âgé de soixante-trois ans et habite la commune d'Euisses, où il exerce la profession de manoeuvre.

Il a pour défenseurs M^{es} Delucenay et Aulois. Le fauteuil du ministère public est occupé par M. Fremiet, procureur général, assisté de M. le substitut Devimeux.

L'audience commence à huit heures du matin. Dès ce moment, une foule considérable se presse dans l'enceinte du Palais de justice et suit avec un

nterêt marqué toutes les phases de cet important procès.

L'acte d'accusation est ainsi conçu :

Le 12 janvier dernier, les gendarmes Demortière et Didier, de Montchanin-les-Mines, étaient en tournée pour la répression du braconnage, lorsque arrivés sur la commune d'Euisses, ils aperçurent dans la plaine un chasseur se dirigeant vers le Bois-Brûlé. Ils se mirent à sa poursuite. Demortière suivit la lisière, tandis que Didier prenait un sentier intérieur. Arrivé à l'angle du bois, Demortière se disposait à y pénétrer, lorsqu'un coup de feu retentit, le malheureux gendarme tomba foudroyé. Son camarade qui n'était qu'à 15 mètres de lui ne put, à raison de la faiblesse de sa vue, qu'entrevoir le braconnier qui disparut dans le fourré. Il était à ce moment onze heures et quart du matin.

L'autopsie a démontré que Demortière a été frappé à bout portant, et la direction du coup indique qu'il n'a pas vu son meurtrier. Une partie de la charge, composée de fonte, a brisé le bois de sa carabine; l'autre a pénétré dans le côté droit du corps; la mort a dû être instantanée.

La brigade de Montchanin, immédiatement prévenue, accourut sur les lieux, et, deux heures après le crime, mit en état d'arrestation un nommé Desmurs, revendeur à Montchanin, que ses allures embarrassées et les précautions qu'il avait prises pour se dérober aux regards avaient fait, dès le premier moment, soupçonner. Cet individu, rencontré à peu de distance du théâtre du crime, avait pris la fuite en apercevant les gendarmes, et refusa, malgré plusieurs sommations, de s'arrêter et de se faire connaître; puis, se précipitant dans le village d'Euisses, il s'était introduit dans une maison, s'y était enfermé, avait caché son arme, et essayé d'égarer les recherches dont il était l'objet; il n'avait pas permis de chasse et reconnaissait qu'il se livrait habituellement au braconnage.

Enfin, des empreintes de pas relevées aux alentours du Bois-Brûlé semblaient indiquer qu'il avait chassé dans cet endroit. De semblables présomptions ne pouvaient, en l'absence de tout autre renseignement, être négligées par l'information, et l'arrestation de Desmurs fut maintenue. Mais une double circonstance vint établir son innocence d'une manière irrévocable. D'une part, en effet, il n'avait pas de fonte dans son carnier, et les renseignements recueillis prouvent qu'il ne s'est jamais servi de plomb; d'autre part, il est constant qu'à l'heure même où le crime a été commis, il a été vu à plus de 2 kilomètres du Bois-Brûlé par un témoin dont rien n'autorise à suspecter la sincérité. Il ne pouvait donc être l'auteur du meurtre et il fut mis en liberté.

Des révélations graves ne devaient d'ailleurs pas tarder à mettre la justice sur la trace du coupable. Un morceau de papier noirci par la poudre et retrouvé dans la blessure de la victime, avait permis de reconnaître que la poudre était un imprimé; de nouvelles et plus minutieuses recherches amenèrent la découverte, sur le lieu du crime, de quinze fragments qui, rapprochés les uns des autres, reconstituèrent en partie une feuille de prestation émanant de la mairie d'Euisses, et portant le nom d'un nommé Marchandieu. Le doute n'était plus possible, il n'existe pas dans le pays, deux individus de ce nom, la feuille qui avait servi à charger l'arme du meurtrier n'avait pu appartenir qu'à l'accusé, qui réside dans la commune. Il a un fils âgé de dix-sept ans; mais, outre que ce jeune homme n'a jamais chassé, il était absent du pays le 12 janvier, et ne saurait dès lors être l'objet d'une incrimination. C'est donc à Pierre Marchandieu que l'instruction a demandé compte de cette circonstance à la fois si imprévue et si accablante.

Une perquisition fut immédiatement opérée à son domicile; on y trouva un fusil de chasse, un fusil de munition et une grande quantité de munitions de guerre. Il déclara qu'il ne chassait que très rarement; que le 12 janvier notamment, il n'était pas sorti. Sa femme confirma cette assertion, et n'hésita pas à dire que son mari ne possédait pas de chien.

Ces allégations étant mensongères, l'accusé a été forcé de reconnaître qu'il se livre d'une façon constante au braconnage, et que, récemment, il a tué un sanglier. Il a invité un de ses camarades à l'accompagner au bois, le 12 janvier, jour du crime, et lui-même a confessé qu'à cette date il a chassé pendant toute la matinée.

En vain a-t-il essayé de prétendre, qu'après avoir marché dans la direction d'Euisses, il est revenu sur ses pas, et s'est promené dans les environs de sa maison. Tous les témoins l'ont vu partir du côté du Bois-Brûlé; nul ne l'en a vu revenir. Ses explications sur ce point, outre qu'elles sont dénuées de vraisemblance, ne sont corroborées par aucune preuve. Il n'a regagné qu'à deux heures de l'après-midi la mine de Longpendu où l'appelaient son travail; personne ne l'a aperçu avant cette heure après de son domicile, et il demeure dans l'impossibilité d'expliquer l'emploi de son temps pendant la matinée du crime.

Il a déclaré, en outre, que, le 12 janvier, il n'avait pas tiré. Sur ce point encore il a été contraint d'avouer qu'il avait voulu tromper la justice. Il est établi, en effet, qu'il a acheté le 19 janvier une demi-livre de fonte, le seul métal dont il se servit pour la chasse. Or, la fonte retrouvée chez lui, jointe à celle qui contenait son arme au moment où elle a été saisie, représente exactement la quantité qu'il a achetée; et, comme il est impossible d'admettre que son fusil n'ait pas été chargé le 12 janvier, alors qu'il se rendait à la chasse, il est forcé de reconnaître après avoir essayé de le nier, qu'il a tiré ce jour-là. Les détails qu'il nous donne pour expliquer ce fait, et l'inexactitude de ses déclarations premières sont complètement inadmissibles.

L'état de son arme constitue un nouvel et bien grave indice. Il a été constaté, en effet, que lorsque son fusil a été, le 23 janvier, mis entre les mains de la justice, il était chargé depuis très peu de temps. Il n'avait pas de capsule et la cheminée en avait été fraîchement limée, de façon à effacer les traces récentes d'un coup de feu. L'examen auquel il a été soumis ne laisse aucun doute sur ce point, et la nature des bourres qu'il contenait démontre encore les précautions dont s'était entouré l'accusé, afin de faire disparaître tous les indices de nature à révéler son crime.

Le signalement des vêtements que portait le meurtrier et du chien qui le suivait est une charge qui achève de confondre Marchandieu. Le gendarme Didier a relevé avec soin ce signalement; il l'a consigné, le jour même du meurtre, sur une note qu'il a remise au magistrat instructeur; or, les indications qu'il a données se rapportent exactement aux détails fournis par un témoin qui a parlé le matin même à l'accusé et a décrit son costume. Marchandieu s'est débarrassé de la blouse qu'il portait alors, et n'a pas voulu indiquer l'endroit où elle pourrait être retrouvée. Mais son pantalon et sa casquette sont formellement reconnus.

De plus, un témoin a vu, peu d'instants après le crime, le meurtrier sortir à pas précipités du Bois-Brûlé, suivi d'un chien qu'il a pu examiner de très près, et que sa couleur ainsi que sa taille rendent facilement reconnaissable. Or, il est établi que, 3 jours après l'attentat, la femme Marchandieu a conduit son chien au Creusot, où sans doute on espérait qu'il ne serait pas retrouvé. Ce chien a été représenté au témoin qui déclare que c'est bien celui qu'il a vu le 12 janvier au Bois-Brûlé. Il est donc démontré que le chasseur qui fuyait le théâtre du crime, quelques minutes après l'attentat, n'est autre que Pierre Marchandieu.

Un dernier détail établit d'ailleurs sa présence sur les lieux. On a retrouvé, dans l'intérieur du bois, un morceau de journal sur lequel se remarquaient encore quelques grains de tabac à priser. Or, il a été constaté que Marchandieu met ses capsules dans sa tabatière, et son tabac dans du papier, plusieurs paquets semblables ont été saisis chez lui, et il a expliqué que sa femme désirait qu'il agit ainsi afin de modérer ses dépenses.

Enfin, il est une preuve dominante, dont l'accusé a lui-même senti toute la gravité, c'est celle qui résulte des

morceaux de bourre retrouvés au Bois-Brûlé. Ses feuilles d'imprimés et de prestations, sont rangées avec le plus grand soin par le mari Marchandieu, jamais elles n'ont été confiées à un étranger; il n'existe dans leur domicile aucun autre papier, d'aucune sorte. La découverte, sur le lieu du crime, des fragments portant le nom de Marchandieu, la première lettre de son prénom, et l'indication de la commune qu'il habite, reste comme la démonstration la plus décisive de sa culpabilité.

En conséquence, etc.

Vingt-cinq témoins sont entendus à la requête du ministère public et deux à celle de l'accusé.

A l'audience du 1^{er} avril, M. le procureur général a prononcé son réquisitoire :

En lisant ce dossier, a dit ce magistrat, ma conviction s'est faite sur la culpabilité du meurtrier d'un brave militaire mort en accomplissant son devoir. Cette conviction résulte de preuves matérielles et morales qui ne sauraient avoir plus d'ampleur et d'abondance.

Puis, après avoir retracé les diverses phases parcourues par l'information et rappelé les faits qu'elle a réussi à constater, M. le procureur général termine en ces termes :

Messieurs les jurés, je vous ai exposé tous les éléments de culpabilité; votre conviction ne peut avoir aucune hésitation, et vous condamnerez le meurtrier qui n'a pas hésité, lui, devant un crime pour s'assurer l'impunité. Nous n'avons pas le moindre doute, Marchandieu est coupable; il a été sans pitié pour un soldat qui accomplissait son devoir, vous vous montrerez sévères pour lui, et il ne peut venir à notre pensée que vous hésitez un instant à le frapper.

M^e Delucenay a pris la parole en ces termes :

Nous avons partagé l'indignation générale en apprenant, il y a bientôt trois mois, le meurtre commis sur la personne du gendarme Demortière. Aujourd'hui, nos sentiments n'ont pas changé et nous sommes heureux de pouvoir publiquement payer notre tribut d'hommages et de regrets à la mémoire de ce brave soldat du devoir.

La gendarmerie n'a plus à faire ses preuves. Devant l'ennemi, pendant la guerre, devant l'émeute ensuite, elle s'est noblement conduite. Et pourtant cette attitude si honorable, qui aurait dû lui garantir le respect et la reconnaissance de tous, n'a fait que susciter contre elle des haines aussi implacables qu'aveugles!

Mais il faut que ceux qui condamnent ces agressions odieuses osent le proclamer chaque fois que l'occasion leur en est offerte. On se sent plus fort pour accomplir sa tâche quand on se sait soutenu. Que les gendarmes le sachent donc! ils ont l'estime de tous les hommes honnêtes et sans parti pris, et ce n'est pas certes de notre banc que partiront jamais ces attaques comme il a été de mode, à une certaine époque, d'en lancer contre la gendarmerie.

M^e Delucenay discute ensuite chacune des charges relevées contre l'accusé et s'attache à en démontrer la fragilité.

Après sa plaidoirie, les débats sont clos, et M. le président résume les débats.

Le jury rapporte bientôt de la chambre de ses délibérations un verdict en vertu duquel Marchandieu est acquitté sur les chefs relatifs au meurtre du gendarme Demortière, et condamné, pour délit de chasse, à 25 fr. d'amende et à tous les frais de la procédure.

L'audience est levée à onze heures du soir.

Longtemps encore après cette heure, des groupes stationnent aux abords du Palais. On y commente avec vivacité tous les incidents de la discussion, ainsi que le résultat auquel elle a abouti.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS (8^e ch.).

Présidence de M. Hanin.

Audience du 20 mars.

TRAVAIL DES ENFANTS DANS LES FABRIQUES. — CONTRAVENTION A LA LOI DU 22 MARS 1841. — RÈGLE EN MATIÈRE DE CUMUL DE PEINES POUVANT RÉSULTER DU NOMBRE DES ENFANTS.

Le Tribunal avait à s'occuper d'une question assez intéressante, qu'on trouvera dans le jugement qui va suivre, à propos de contraventions reprochées à M. Didot, fabricant de ferrous pour porte-monnaie, demeurant rue du Buisson-Saint-Louis, 28, et à M. Girardin, fabricant de porte-monnaie, rue Alibert, 8.

Le premier occupe trente-cinq enfants âgés de douze à seize ans; le second en emploie douze.

Les contraventions relevées à leur charge sont au nombre de trois, que voici :

- 1^o Avoir employé des enfants n'ayant ni certificats d'école ni livrets;
- 2^o Ne les avoir pas portés sur le registre d'inscription;
- 3^o Avoir négligé d'afficher dans les ateliers la loi du 22 mars 1841.

Tous deux ont déjà été condamnés pour contraventions à cette loi.

Le Tribunal, sur la réquisition de M. Boucher de la Rupelle, a rendu le jugement de principe suivant :

« Le Tribunal, attendu qu'il appartenait au législateur ayant à régler une matière spéciale, de prescrire, en ce qui touche le cumul des peines, telle disposition qui lui paraîtrait convenable;

« Attendu que l'article 12 § 2 et 3 de la loi du 22 mars 1840, a expressément pour objet de prescrire une règle spéciale en matière de cumul; qu'il détermine que les contraventions qui résulteraient soit de l'admission des enfants au dessous de l'âge, soit de l'excès de travail, donneront lieu à autant d'amendes qu'il y aura d'enfants indûment admis ou employés, sans que ces amendes réunies puissent s'élever au dessus de 200 fr. ou de 500 francs, suivant les cas;

« Que l'article exclusif, par cette détermination particulière, le cumul qui pourrait résulter de l'accumulation du nombre des enfants pour toutes les autres contraventions, et que le seul cumul autorisé pour ces derniers, ne peut être relatif qu'aux séries de ces contraventions;

« Par ces motifs,

« Le Tribunal a prononcé dans chacune des deux affaires, 48 francs d'amende, pour trois contraventions. »

CHRONIQUE

PARIS, 4 AVRIL.

M. Grévy ayant maintenu sa démission, l'Assemblée nationale a procédé aujourd'hui à la nomination de son président.

M. Buffet, ayant obtenu 304 voix sur 597 votants, a été élu.

M. Martel a obtenu 285 voix.

Dans la même séance, l'Assemblée nationale a adopté par 401 voix contre 173 le projet de loi sur la municipalité lyonnaise.

MM. Cornu et C^e prétendent qu'à la date des 15 janvier, 29 février et 8 mars 1872, ils ont reçu de Mlle Cora Pearl, la commande de différents objets d'art, énumérés dans la facture que voici :

Du 15 janvier 1872. — Moulage par la gélatine d'une main en terre cuite.	35 fr.
Réparation de la main en terre cuite ; Fourai un velours neuf pour la planche où cette main était posée.	20
Un socle en marbre noir poli, forme triangulaire à pans, deux moulures, bronze ciselé et doré ;	1,000
Du 29 février 1872. — Une coupe composée de la main (moulage sur nature fait par nous) de Mlle Cora Pearl. Cette main en bronze or vierge (bracelet enfant supportant une perle or mat ; manchettes dentelles argent mat) sert de support à une coupe formée de deux seins, exécutés en onyx rose poli, choix extra. Ces seins sont séparés par un collier de perles bronze doré mat et garantis intérieurement par des cuvettes en vermeil, le tout posé sur une plinthe en marbre rouge antique avec des fleurs, roses et marguerites en bronze doré or de couleur ; listel bronze doré sous le marbre	1,775
Du 8 mars 1872. — Une main en marbre blanc statuaire suivant modèle donné en terre cuite.	500
	Net. 3,330 fr.

Mais il ne suffisait pas de faire la commande, il fallait encore la solder. MM. Cornu s'adressent à Mlle Cora Pearl. Celle-ci de répondre qu'elle a reçu en cadeau, d'un ex-lieutenant au 2^e cuirassiers, divers objets mentionnés plus haut, à l'exception, toutefois, de la main en marbre blanc qu'elle est prête à payer.

Cette réponse ne satisfait pas MM. Cornu, qui s'empresent de se faire autoriser, par M. le président, à pratiquer une saisie conservatoire sur le somptueux mobilier de l'hôtel de Mlle Cora Pearl, rue de Chaillot, et assignent leur débitrice devant le Tribunal. C'est Mlle Cora Pearl, disent-ils par l'organe de leur avocat, M^e Salsac, qui a fait la commande; c'est elle seule qui en a profité et en profite encore. Elle doit le moulage de sa main reproduite en terre cuite. Elle doit également la coupe, composée de la main supportant cette coupe et deux seins reproduits d'après nature, sur le modèle fourni par la défenderesse elle-même. Cet objet d'art, d'un travail considérable, n'a été exécuté qu'avec la volonté expresse de Mlle Cora Pearl, à raison même de la forme de la coupe et des détails qu'elle comporte.

Le Tribunal, après avoir entendu la plaidoirie de M^e Salsac, a rendu le jugement suivant :

« Attendu qu'il résulte des documents du procès que Cornu a fourni à la fille Cruet, dite Cora Pearl, des objets d'art dont le prix doit être fixé à 3,330 francs ;

« Attendu que ces fournitures ont été faites à la défenderesse elle-même, sur sa demande, et qu'elle s'est ainsi personnellement engagée envers Cornu ;

« Attendu que la fille Cora Pearl a une habitation dans l'hôtel de la rue de Chaillot, dont elle est propriétaire ; qu'ainsi elle ne se trouve pas dans le cas prévu par l'article 822 du Code de procédure civile, et que la saisie conservatoire pratiquée par acte de Larbouillat, huissier, du 18 septembre 1872, est irrégulière et nulle ;

« Attendu qu'il n'y a lieu d'ordonner l'exécution provisoire demandée par Cornu ;

« Par ces motifs,

« Condamne Cora Pearl à payer à Cornu la somme de 3,330 francs, ensemble les intérêts tels que de droit ;

« Déclare nulle la saisie du 18 septembre 1872 et en fait mainlevée ;

« Dit qu'il n'y a lieu à exécution provisoire ;

« Et condamne la défenderesse aux dépens, non compris les frais de la saisie, qui seront à la charge de Cornu. »

(Chambre temporaire ; présidence de M. Gérin. — Audience du 4 avril.)

— M. Courbet, artiste peintre, demeurant rue Hautefeuille, s'est réfugié, à l'époque du bombardement de Paris, chez Mlle Girard sa compatriote, habitant le passage du Saumon. Cette demoiselle a continué, sous la Commune, à donner à son ami une cordiale hospitalité, et c'est dans son domicile, on s'en souvient, que l'artiste peintre a été découvert et arrêté quelques jours après la chute du pouvoir insurrectionnel.

Après la condamnation de M. Courbet et sa sortie de prison, Mlle Girard a présenté à l'ex-membre de la Commune une note s'élevant à la somme de 911 francs qu'elle prétendait lui être due pour frais de nourriture et argent prêt.

Le défendeur a offert réellement cette somme, à condition que Mlle Girard lui restituât différents objets mobiliers, notamment des valeurs et des tableaux, déposés par le peintre dans l'appartement du passage du Saumon ; à défaut de cette remise, M. Courbet menaçait sa créancière de la poursuivre correctionnellement.

A cela Mlle Girard a répondu par une demande reconventionnelle en paiement de 10,000 francs de dommages-intérêts pour le préjudice qui lui causaient les allégations diffamatoires de M. Courbet; elle réclamait en outre, au lieu de 911 francs, la somme de 1,525 francs, savoir 365 francs pour indemnité de location, 500 francs pour frais de nourriture, et le surplus pour prêts faits au peintre dans différentes circonstances.

M. Courbet de rétracter alors ses offres réelles et d'offrir à la barre 500 francs seulement pour les frais de nourriture.

Le Tribunal, après avoir entendu M^e Malapert pour Mlle Girard, et M^e Bonneville de Marsangy pour le défendeur, a condamné M. Courbet à payer à Mlle Girard la somme de 1,211 francs, et a rejeté purement et simplement la demande reconventionnelle, attendu qu'aucun préjudice n'avait été causé à la demanderesse par les assertions de M. Courbet. (6^e chambre, présidence de M. Feugère des Forts. — Audience du 4 avril.)

— Le Tribunal a statué ensuite sur une autre affaire concernant M. Courbet, qui se présentait dans les circonstances suivantes :

En 1870, M. Courbet a loué un appartement, sis rue du Vieux-Colombier, 24, qu'il a verbalement sous-loué à un Cerle dit « le Cerle républicain des sixième et septième arrondissements. »

A l'entrée des troupes dans Paris, en mai 1871, cet établissement a été fermé par ordre de l'autorité militaire et les scellés y ont été apposés. Plus tard, M. Courbet, ayant donné congé à son locataire pour le terme d'avril 1872, a obtenu une ordonnance d'expulsion contre le Cerle républicain, représenté par le docteur Robinet, son président. En conséquence, l'expulsion a eu lieu; les meubles garnissant les lieux loués ont été sequestrés, et M.

Courbet a assigné M. Robinet, en nom en paiement de la somme de 1,950 fr., montant de tous les loyers échus jusqu'au jour de l'expulsion. Sur ce, intervention de MM. Bardet et Lafargue, administrateurs du Cerle républicain, qui, en cette qualité, prennent le fait et cause du défendeur, et soutiennent qu'il ne serait dû au bailleur que les loyers échus jusqu'en juin 1871, époque de la fermeture du Cerle.

Le Tribunal, après avoir entendu M^e Bonneville de Marsangy, avocat du demandeur, et M^e Malapert, pour MM. Robinet, Bardet et Lafargue, a condamné MM. Bardet et Lafargue à payer à M. Courbet la somme de 231 francs seulement, montant des loyers dus jusqu'à la fermeture du cerle par l'autorité militaire; M. Robinet a été mis hors de cause, attendu qu'il ne résultait nullement des circonstances qu'il eût pris un engagement quelconque vis-à-vis de M. Courbet.

(6^e chambre, présidence de M. Feugère des Forts, audience du 4 avril.)

— Il y a quelque temps, M. Santini, greffier-comptable de la maison centrale de Thouars, acheta, d'un propriétaire de la localité, un secrétaire de forme antique qu'il fit réparer entièrement. En ouvrant le double fonds d'un des tiroirs, l'ouvrier y trouva deux papiers, dont l'un, contenant une liste d'objets mobiliers, portait en tête les mots suivants : « Note des effets appartenant à Mme Gausse, qu'elle a déposés chez moi, rue Ste-Avoye, n^o 63. »

L'autre papier, plié en forme de lettre missive et cachetée à la cire rouge d'un sceau portant les initiales S. C., présentait cette inscription : « Pour ouvrir après mon décès. — GAUSSE. »

On ne connaît personne du nom de Gausse à Thouars ou aux environs, et les démarches faites par M. Santini pour retrouver l'ancien propriétaire du secrétaire ont seulement fait connaître qu'il avait été vendu, il y a au moins trente ans, à l'Hôtel des Ventes, à Paris.

En conséquence, les deux documents trouvés ont été déposés au Tribunal civil de Bressuire, en attendant qu'il se produise quelque ayant-droit intéressé à l'ouverture du pli, qui pourrait contenir un testament.

— Rue Basfroi, 11, le sieur Jean-Marie E..., âgé de cinquante-neuf ans, débiteur, profitant d'une courte absence de sa femme, s'est pendu, dans le logement qu'il occupait au rez-de-chaussée, à un crampon de fer planté dans le mur, à deux mètres de hauteur. En rentrant, la dame E... aperçut son mari s'agitant dans les dernières convulsions, et attira, par ses cris, un gardien de la paix qui se hâta de couper la corde avec son sabre. Malheureusement, il était trop tard; E... venait de rendre le dernier soupir. On attribue ce suicide à la misère.

— Des marins ont retiré du canal Saint-Denis le cadavre d'une femme de quarante à quarante-cinq ans, qui paraissait avoir séjourné plus de six semaines dans l'eau. Après les constatations médico-légales, le corps, qui présentait en divers endroits des traces de violence, a été envoyé à la Morgue pour être soumis à l'autopsie.

— Vers quatre heures et demie du soir, le sieur R..., gantier, avenue d'Orléans, 21, jeta dans le plomb de sa cuisine, située au rez-de-chaussée, une certaine quantité de vieille essence de pétrole qui prit feu, on ne sait comment, en arrivant dans la rue. Sur une longueur de plus de vingt pas, le ruisseau fut couvert instantanément d'un rideau de flammes qui s'élevaient à près d'un mètre de hauteur. Des gardiens de la paix et des cantonniers ont promptement éteint, à l'aide de quelques pelletées de terre, ce singulier incendie, et au bout de quelques minutes tout danger avait disparu.

— A trois heures, la demoiselle Ernestine C..., fleuriste, qui attendait l'omnibus au bureau de la rue Saint-Honoré, sentit une main s'introduire dans sa poche, et, se retournant prestement, aperçut une jeune femme qui s'éloignait d'elle sans se presser, alla prendre le bras d'un individu qui l'attendait sur le trottoir. En même temps, la demoiselle C... constata la disparition de son porte-monnaie contenant 215 francs; sans hésiter, elle fit part de ses soupçons à un agent qui arrêta les deux inconnus. Ces derniers, malgré leurs dénégations furent fouillés et trouvés nantis du porte-monnaie volé. En conséquence, l'aimable couple, qui paraît être d'origine anglaise a été mis à la disposition de la justice.

— Hier au soir, un ouvrier maçon employé à déblayer les ruines du Grenier d'abondance entendit derrière un pan de mur une détonation d'arme à feu. Il accourut et découvrit, gisant sur le sol, un homme d'une trentaine d'années, mis avec une certaine élégance, qui venait de se brûler la cervelle avec un pistolet qu'il tenait encore dans sa main crispée.

On n'a trouvé sur le suicidé qu'une chaîne en cheveux et un vieux chapelin. En l'absence de tout indice de nature à établir son identité, son cadavre a été transporté à la Morgue.

— Vers huit heures du soir, les agents ont arrêté, sur le pont de Bercy, une femme d'une quarantaine d'années qui, à deux reprises, avait enjambé le parapet, pour se précipiter dans la Seine. Conduite devant le commissaire de police, cette femme a déclaré se nommer Marie F... et a formellement refusé de faire connaître les causes de sa triste tentative. Sur sa promesse de ne pas recommencer, elle a été ramenée à son domicile, rue Erard.

— Rue Corvisart, 10, un commencement d'incendie s'est déclaré dans un atelier de repasseuses situé au rez-de-chaussée. Le feu, qui aurait été communiqué à un panier rempli de mousseline par une étincelle échappée du fourneau aux fers, a été éteint en quelques minutes par les pompiers de la rue Pascal.

Les pertes, néanmoins, sont assez considérables.

— Vers minuit, rue des Quatre-Vents, M. J..., avocat, âgé de cinquante-trois ans, parcourait l'escalier de la maison en menaçant tous les locataires qu'il rencontrait de les frapper d'un couteau qu'il tenait à la main. Reintéré chez lui, il tira un coup de revolver sur le sieur G..., qui le suivait pour le calmer et qui, heureusement, n'a pas été atteint.

A ce moment, des gardiens de la paix, requis par le concierge, se sont emparés du sieur G..., malgré sa résistance désespérée, et l'ont conduit au poste, où un médecin a constaté qu'il venait d'être atteint d'aliénation mentale.

L'œuvre des Libérés de Saint-Lazare donnera aujourd'hui samedi, 5 avril, au Grand-Hôtel, une soirée musicale et dramatique avec les concours des principaux artistes.

THÉÂTRES.

MENUS-PLAISIRS. — La Mariée de la rue Saint-Denis, folie-vaudeville en trois actes et dix tableaux. Les principaux rôles sont tenus d'une façon très amusante par Mlles Blanche d'Antigny et Lasseny.

FOLIES-BÉNÉDICTINE. Nouveaux exercices des frères Hanlons rendus encore plus surprenants par la hauteur du Trapèze, (20 mètres du sol). D'où s'élanche Little-Bob. Little-Paris, âgé de six ans exécute des merveilles d'agilité.

Le Baptême du Tropic, ballet de M. Justament, dansé par vingt-cinq danseuses.

Enfin, une délicate pantomime, le Frater du village, par les frères Hanlons.

VALENTINO. — Programme à l'occasion des fêtes de Pâques : Samedi 12 avril, grand bal de nuit; fête féérique de neuf heures du soir à cinq heures du matin. — Dimanche 13, grand bal populaire de huit heures du soir à une heure du matin. — Lundi de Pâques 14, dans

le jour, de deux heures à cinq heures, bal d'enfants, tombola et théâtre Guignol.

Bourse de Paris du 4 Avril 1873.

Table with 5 columns: 1er cours, 2e cours, Hausse, Baisse. Rows include 3 0/0 comptant, 4 1/2 0/0 comptant, etc.

ACTIONS

Table with 2 columns: 1er Cours au comptant, 2e Cours au comptant. Rows include Comptoir d'escompte, Crédit agricole, etc.

Table with 2 columns: Nord de l'Espagne, Pampelune, Portugais, etc.

OBBLIGATIONS

Table with 2 columns: 1er Cours au comptant, 2e Cours au comptant. Rows include Département de la Seine, Ville, etc.

SOCIÉTÉ HIPPIQUE FRANÇAISE. — Palais de l'Industrie. Concours de chevaux du 1er au 17 avril.

AVIS BELLE JARDINIÈRE

Les propriétaires de la BELLE JARDINIÈRE, 2, rue du Pont-Neuf, 2 PARIS ont l'honneur de rappeler à leur clientèle qu'un bureau spécial est organisé dans leurs Magasins en vue de répondre aux demandes chaque jour plus nombreuses qui leur sont faites de la province.

PRÉFECTURE DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE

Adjudication, le samedi 19 avril 1873, à une heure, en la salle du Conseil de préfecture (palais du Tribunal de Commerce).

AUDIENGE DES CRIÉES

Ventes immobilières.

PROPRIÉTÉ SISE A ASNIÈRES

Etude de M. BENOIST, avoué à Paris, avenue Napoléon, 4, près le Théâtre-Français.

MAISON A AUBERVILLIERS

Etude de M. Paul DUBOIS, avoué à Paris, rue Turbigo, 14.

PROPRIÉTÉS A PARIS

Etude de M. GUYOT-SIENNET, avoué à Paris, rue Vivienne, 12.

DEUX MAISONS A PARIS

Etude de M. MASSE, avoué à Paris, rue Gaillon, 14.

TERRAIN A VILLENEUVE-LE-ROI

Etude de M. Albert DELPON, avoué à Paris, rue de Seine, 54.

PROPRIÉTÉ A PARIS (BATIGNOLLES)

Etude de M. FLAT, avoué à Paris, rue de Rivoli, 33.

MAISON A PARIS

Etude de M. Paul ROCHE, avoué à Paris, rue de Grammont, 3, successeur de M. Péronne.

PROPRIÉTÉ A PARIS

Etude de M. HARDY, avoué à Paris, rue de la Victoire, 88.

CHAMBRES ET ETUDES DE NOTAIRES

MAISON DE CAMPAGNE à Styres (S-et-O) à adjuger sur une enchère, en la chambre des notaires de Paris, par M. Gustave ROBIN, notaire, rue Croix-des-Petits-Champs, 23, le mardi 8 avril 1873, à midi.

QUE D'ASSURANCES GÉNÉRALES

MM. les actionnaires de la compagnie d'Assurances générales (maritimes, contre l'incendie et sur la vie), établie à Paris, rue de Richelieu, 87, sont prévenus que l'assemblée générale pour la reddition des comptes de l'exercice 1872, aura lieu le mercredi 23 courant, à midi très précis.

UNE ÉTUDE D'HUISSIER A CORBEIL

S'adresser : A M. Cros, notaire à Corbeil; Ou à M. Vincet, huissier à Paris, 17, rue Saint-Marc. (1432)

CAUSE DE CÉDER CABINET DE CONTENTIEUX

maladie Client. sér. riche, L. 12,000 fr. Prix, 20,000 fr. Duperrier, 134, r. Rivoli, Paris.

ASSEMBLÉES DE CRÉANCIERS

DU 5 AVRIL. 4e chambre. DIX HEURES : Compagnie de Lyon à Sathonay, redd. de c. (Art. 536).

VENTES MOBILIÈRES

VENTES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE. Le 5 avril. En l'hôtel des Commissaires-Priseurs, rue Rossini, 6.

Publications légales. — Sociétés commerciales. — Faillites.

AVIS

La publication légale des actes de société est obligatoire, pour l'année 1873, dans l'un des quatre journaux suivants :

INSERTIONS LÉGALES

ERRATUM. Feuille du 4 avril 1873.

ADJUDICATION

Etude de M. AUMONT-THÉVILLÉ, notaire. Vente d'un fonds d'entrepreneur de fumisterie.

ADJUDICATION

Etude de M. Gustave DUBOIS, notaire à Paris, rue des Petites-Ecuries, 49.

DIVERSES CRÉANCES

S'élevant à 3,788 fr. 60 c. Et dépendant ou supposées dépendre de la faillite de M. NORTIER, en son vivant entrepreneur de peinture, demeurant à Paris, rue Saint-Paul, 24.

MISE A PRIX

Pouvant être baissée : 200 francs. Consignation préalable : 100 francs.

ADJUDICATION

Etude de M. Gustave DUBOIS, notaire à Paris, rue des Petites-Ecuries, 49.

DIVERSES CRÉANCES

S'élevant à 4,484 fr. 20 c. Et dépendant ou supposées dépendre de la faillite de M. SYLVAIN LEVY, aisé, marchand de confections, demeurant à Paris, chaussée du Maine, 54.

MISE A PRIX

Pouvant être baissée : 200 francs. Consignation préalable : 100 francs.

ADJUDICATION

Etude de M. DESCHARS, notaire à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, 9.

FONDS DE COMMERCE

De MARCHAND De VINS-TRAITEUR Exploité à Paris, rue Blanche, 7 (neuvième arrondissement).

DIVERSES CRÉANCES

S'élevant à 3,788 fr. 60 c. Et dépendant ou supposées dépendre de la faillite de M. NORTIER, en son vivant entrepreneur de peinture, demeurant à Paris, rue Saint-Paul, 24.

MISE A PRIX

Pouvant être baissée : 200 francs. Consignation préalable : 100 francs.

ADJUDICATION

Etude de M. Gustave DUBOIS, notaire à Paris, rue des Petites-Ecuries, 49.

SYNDICAT.

Sont invités à se rendre, aux jours et heures ci-après, au Tribunal de commerce, salle des assemblées, pour assister à l'assemblée dans laquelle le juge-commissaire doit les consulter, tant sur la composition de l'état des créanciers présumés que sur la nomination de nouveaux syndics, M.M. les créanciers :

FAILLITES.

Jugements de déclaration de faillite. Du 3 avril. Du sieur DUBOIS (Joseph-Alexandre), marchand de cuirs, demeurant à Paris, rue Lafayette, 147.

TRIBUNAL DE COMMERCE

AVIS. MM. les créanciers qui n'auraient pas reçu d'avis sont priés de faire connaître leur adresse au Greffe, bureau n. 8.

CESSATIONS DE PAIEMENTS

DÉLIBÉRATION. Remise à huitaine (art. 510). MM. les créanciers du sieur LHULLIER, négociant en fourrures, demeurant à Paris, rue Vivienne, 41, sont invités à se rendre le jeudi 10 courant, à 12 heures précises, au Tribunal de commerce, salle des assemblées, pour reprendre la délibération ouverte, et, conformément à l'art. 510 du Code de commerce, décider s'ils se réservent de délibérer sur un concordat, en cas d'acquiescement, et si, en conséquence, ils surseoiront à statuer jusqu'après l'issue des poursuites en banqueroute frauduleuse commencées contre le sieur LHULLIER.

SYNDICAT.

Sont invités à se rendre, aux jours et heures ci-après, au Tribunal de commerce, salle des assemblées, pour assister à l'assemblée dans laquelle le juge-commissaire doit les consulter, tant sur la composition de l'état des créanciers présumés que sur la nomination de nouveaux syndics, M.M. les créanciers :

FAILLITES.

Jugements de déclaration de faillite. Du 3 avril. Du sieur DUBOIS (Joseph-Alexandre), marchand de cuirs, demeurant à Paris, rue Lafayette, 147.

TRIBUNAL DE COMMERCE

AVIS. MM. les créanciers qui n'auraient pas reçu d'avis sont priés de faire connaître leur adresse au Greffe, bureau n. 8.

CESSATIONS DE PAIEMENTS

DÉLIBÉRATION. Remise à huitaine (art. 510). MM. les créanciers du sieur LHULLIER, négociant en fourrures, demeurant à Paris, rue Vivienne, 41, sont invités à se rendre le jeudi 10 courant, à 12 heures précises, au Tribunal de commerce, salle des assemblées, pour reprendre la délibération ouverte, et, conformément à l'art. 510 du Code de commerce, décider s'ils se réservent de délibérer sur un concordat, en cas d'acquiescement, et si, en conséquence, ils surseoiront à statuer jusqu'après l'issue des poursuites en banqueroute frauduleuse commencées contre le sieur LHULLIER.

ASSEMBLÉES DE CRÉANCIERS

DU 5 AVRIL. 4e chambre. DIX HEURES : Compagnie de Lyon à Sathonay, redd. de c. (Art. 536).

VENTES MOBILIÈRES

VENTES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE. Le 5 avril. En l'hôtel des Commissaires-Priseurs, rue Rossini, 6.

AVIS

En l'hôtel des Commissaires-Priseurs, rue Rossini, 6. Consistent en : 1462—Comptoir en chêne, bureau, chaises, pantalons, etc.

AVIS

D'un jugement rendu par le Tribunal de commerce de la Seine, sciant à Paris, le 3 avril 1873.

AVIS

Le Tribunal déclare résolu pour inexécution des conditions le concordat passé le 28 mai 1869 entre le sieur DANIEL, cordonnier, demeurant